1 AOUT

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de gislation, première chambre, saipar le Ministre des Finances, 28 juni 1962, d'une demande d'avis r un projet de loi "modifiant la xe de circulation sur les véhiles automobiles", a donné le 6 illet 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 28e juni 1962 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de verkeersbelasting op de autovoertuigen", heeft de 6e juli 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi, qui modifie les lois coordonnées relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, a pour objet :

1° d'adapter aux contingences actuelles, compte tenu de l'expérience acquise, les dispositions qui concernent les réductions de la taxe de circulation accordées pour les véhicules affectés à des transports internationaux de marchandises ou d'objets quelconques et pour les véhicules dont l'usage sur la voie publique est nécessairement limité (articles 5 et 6 du projet);

2° de créer une taxe forfaitaire unique applicable aux remorques de camping et aux véhicules très vieux (articles 3 et 4, 5°, du projet);

3° d'abandonner aux provinces et aux communes le pouvoir de taxer les bateaux, les canots, les cyclomoteurs et la plupart des motocyclettes (articles 1er, 2, 4, 6°, et 12 du projet);

4° de faciliter la lecture des dispositions relatives aux différents taux de la taxe (article 4, 1° à 4° et 7°, du projet);

5° d'établir un taux minimum pour la taxe (articles 4, 1°, et 8 du projet);

6° d'apporter une solution aux difficultés rencontrées en cas de vente ou de cession d'un véhicule et, notamment, lorsqu'un dégrèvement ou un supplément d'impôt doit être accordé ou réclamé, après transcription de la taxe au nom du nouveau détenteur (article 9 du projet);

.../...

7° d'imposer aux redevables, qui sollicitent une exemption ou une réduction, de fournir la preuve de leur droit à cette exemption ou à cette réduction (article 11, § 1er, du projet);

8° d'adapter les termes de l'article 35 des lois coordonnées aux pouvoirs effectifs des agents de contrôle, et à la nature des documents délivrés aux détenteurs des véhicules automobiles (article 11, § 3, du projet).

REMARQUE PRELIMINAIRE :

Le projet n'est pas précédé de l'arrêté royal de présentation aux Chambres.

+

EXAMEN DU TEXTE.

L'intitulé suivant est proposé :

"Projet de loi modifiant les lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951".

+

\+ +

Article 1er.

L'article devrait être rédigé comme suit :

"L'article 3, § 1er, 5°, des lois relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles, coordonnées le 10 avril 1951, est remplacé par la disposition suivante :

"5° les bateaux et les canots ".

Article 2.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 2.-

L'article 3, § 1er, 7°, alinéa 1er, inséré par la loi du 15 avril 1952 dans les mêmes lois coordonnées, est remplacé par la disposition suivante : ... ".

Article 3.

Etant donné que la taxe nouvelle établie par l'article 4, 5°, du projet est une taxe fixe, il n'est pas nécessaire de compléter l'article 5 des lois coordonnées, qui détermine la base imposable pour les taxes proportionnelles. Le Conseil d'Etat propose donc de supprimer l'article 3 du projet.

Article 4.

Tenant compte de la remarque formulée au sujet de l'article 3, il est proposé pour l'article 4 le texte suivant qui apporte également des modifications de forme n'appelant aucun commentaire particulier :

"Article

§ 1er. A l'article 7 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 20 juin 1960, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante : "La taxe annuelle est fixée selon les bases et les taux suivants ... ";

.../...

2° l'intitulé du littera A est remplacé par le suivant : "A. Automobiles servant au transport de personnes, y compris les autobus et les autocars";

3° les litteras B et E sont supprimés;

4° l'intitulé du littera B est remplacé par le suivant : "B. Véhicules servant au transport de marchandises ou d'objets quelconques";

5° le texte des alinéas 1er et 2 de l'article 8 des mêmes lois est inséré dans l'article 7, sous l'intitulé du littera B;

6° a) l'intitulé du littera D est remplacé par le suivant: "D.Motocyclettes, tricycles et quadricycles à moteur, quelle que soit la nature du transport";

b) au même littera, les mots "avec minimum de 135 francs" sont supprimés;

c) le même littera est complété par la disposition suivante : "Les dispositions des articles 10,18 et 26 ne sont pas applicables aux véhicules visés au présent littera".

§ 2. L'alinéa 3 de l'article 8, inséré par la loi du 20 juin 1960 dans les mêmes lois coordonnées, est abrogé.

§ 3. Un article 8 nouveau, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

.../...

"Article 8.

§ 1er. Par dérogation à l'article 7, litteras A et B, la taxe est fixée forfaitairement à 200 francs pour les véhicules suivants :

1° les véhicules à moteur ayant plus de trente ans d'usage au 1er janvier de l'année de la débition de l'impôt;

2° les remorques de camping.

Les dispositions des articles 9, 26 et 28, ainsi que celles des chapitres VI et VIII, ne sont pas applicables à la taxe forfaitaire.

§ 2. Après application des dispositions reprises aux chapitres VI et VIII, la taxe due pour un véhicule ne peut être inférieure à 200 francs".

Article 5.

Etant donné que le Gouvernement n'a pas l'intention d'innover en ce qui concerne les pouvoirs délégués au Ministre des Finances, le Conseil d'Etat propose de conserver la terminologie du texte actuel, et de lire la première partie du § 2 comme suit : "Le Ministre des Finances prescrit toutes mesures de contrôle jugées nécessaires". Les mots "jugées nécessaires" donnent, en effet, au Ministre un pouvoir d'appréciation suffisamment large.

.../...

Article 6.

Les termes "en aucun cas", employés au § 3, pourraient faire croire que même lorsque leur perte totale ou partielle résulte de force majeure, les documents en question ne seront pas remplacés. Selon les explications du délégué du Ministre des Finances, telle n'est pas l'intention du Gouvernement. Dans ces conditions, il est préférable d'omettre les mots "en aucun cas".

Article 7.

L'article 7 devrait être lu comme suit :

"Article 7.-

A l'article 16 des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 20 juin 1960, sont apportées les modifications suivantes : ... ".

Article 8.

La portée en serait plus clairement exprimée, s'il était rédigé comme suit :

"Article

L'article 28 des mêmes lois coordonnées est complété par la disposition suivante :

"Le minimum fixé par l'article 8, § 2, s'applique au montant global des taxes dues pour les deux véhicules".

La référence à l'article 8, § 2, tient compte du texte proposé par le Conseil d'Etat pour l'article 4 du projet.

.../...

Article 10.

Le liminaire de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"L'intitulé du chapitre XI des mêmes lois est remplacé par le suivant : ... ".

Article 11.

Le texte du § 1er de l'article 35, tel qu'il est modifié par le projet, établit un moyen de contrôle particulier à l'égard des personnes qui sollicitent soit une exemption, soit une réduction de la taxe de circulation : le législateur impose à celles-ci l'obligation de fournir la preuve qu'elles ont droit à l'obtention de cette exemption ou de cette réduction.

Cette disposition devrait être répétée : elle devrait être insérée à la fin du chapitre II, où elle formerait un article 3bis, et ses termes se référeraient uniquement aux exemptions; elle devrait également être insérée à la fin du chapitre VI, où elle pourrait constituer un article 14ter, et ne concernerait que les réductions.

Il résulte, en outre, des déclarations du délégué du Ministre des Finances qu'il entre dans les intentions du Gouvernement d'admettre la preuve par tous les moyens autorisés. Il serait souhaitable que cette intention soit exprimée dans le texte.

Le Conseil d'Etat propose donc de supprimer à l'article 11 du projet le texte du § 1er de l'article 35nouveau et d'insérer les dispositions suivantes respectivement entre les articles 2 et 3 et entre les articles 6 et 7. La première disposition pourrait venir à la place

de l'article 3 du projet si celui-ci était supprimé suivant la proposition faite plus haut; la seconde disposition formerait alors l'article 7; l'article 7 du projet deviendrait l'article 8 et le numérotage des articles suivants serait modifié.

"Article 3.-

Un article 3bis, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 3bis. Le redevable qui sollicite une exemption quelconque ne peut en obtenir ou en conserver le bénéfice que s'il établit son droit à cette exemption.

La preuve peut être administrée par toute voie de droit".

"Article 7.

Un article 14ter, rédigé comme suit, est inséré dans les mêmes lois coordonnées :

"Article 14ter. Le redevable qui sollicite une réduction quelconque ne peut en obtenir ou en conserver le bénéfice que s'il établit son droit à cette réduction.

La preuve peut être administrée par toute voie de droit".

.../...

Si le Gouvernement se rallie à cette suggestion, il conviendrait, dans l'intitulé proposé dans le chapitre XI, d'omettre les mots "d'exécution" qui n'auraient plus de raison d'être.

Au § 2, alinéa 2, de l'article 35 proposé par le projet, il vaut mieux lire "... alinéa 2" au lieu de "... 2e alinéa".

Article 12.

Il est proposé de rédiger cet article comme suit :

"Article 12 (13).

L'article 36, § 1er, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 30 mars 1962, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 36, § 1er : Les provinces ... visés à l'article 3, § 1er, 5° et 7°".

Article 13.

La rédaction suivante paraît préférable afin d'éviter les mots "à l'article 7, littera C (nouveau)" et de mettre le texte en concordance avec les termes de l'article relatif à l'entrée en vigueur de la loi :

.../...

"Article 13 (15).

Pour les véhicules à moteur ayant plus de 30 ans d'usage au 1er janvier 1963 et pour les remorques de camping, les déclarations non révoquées avant le 31 décembre 1962 seront, d'office, annulées à cette date. Les redevables de la taxe pour emploi de ces véhicules en 1963, devront ... ".

Comme les dispositions transitoires doivent logiquement être placées après les dispositions abrogatoires, cet article devrait se trouver après l'article 14 du projet. Les articles 13 et 14 du projet devraient donc changer de place.

Article 14.

Le Conseil d'Etat propose que la disposition abrogatoire soit lue comme suit :

"Article 14.-

Sont abrogés : l'article 10, alinéa 2,
l'article 17, alinéa 2,
l'article 18, alinéa 3,
l'article 19, alinéa 3,
l'article 26, alinéa 2,
des mêmes lois coordonnées".

Article 15.

Selon les explications du délégué du Ministre des Finances, le texte de cet article fut élaboré vers le début de cette année, à une époque où ses auteurs pouvaient escompter que la loi serait votée avant la fin du premier semestre de cette année et qu'elle pourrait ainsi être mise en application dans le courant de

l'exercice 1962. C'est pourquoi le projet prévoit que les articles 5 et 9 à 11 entreront en vigueur à partir de l'exercice 1962. Comme il est actuellement à prévoir que la loi ne pourra être promulguée que vers la fin de l'année 1962 au plus tôt, il est, dès à présent, acquis que l'entrée en vigueur à partir de l'exercice 1962, de l'article 5 du projet et des §§ 2 et 3 de l'article 35 nouveau proposé par l'article 11 du projet, ne sera pas possible sans aménagements.

L'attribution, en outre, d'un effet rétroactif au § 1er du même article 35 nouveau serait, en tous les cas, contraire aux principes généraux de notre droit; elle aurait notamment pour conséquence que le contribuable qui, pour l'exercice 1962, avait obtenu une exemption ou une réduction de la taxe de circulation en se conformant à la législation alors en vigueur, pourrait se voir retirer le bénéfice de cette exemption ou de cette réduction s'il ne dispose plus des éléments de preuve qui établissaient son droit à l'exemption ou à la réduction.

Ceci semble d'ailleurs dépasser l'intention du Gouvernement telle qu'elle résulte des explications fournies par le délégué du Ministre des Finances.

Le texte suivant exprimerait mieux les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'entrée en vigueur du projet :

.../...

"Article 15 (17)

La présente loi entre en vigueur à partir de l'exercice 1963,à l'exception de l'article 9 qui produit ses effets à partir de l'exercice 1962".

(Si le Gouvernement tient compte des suggestions faites à propos de l'article 11, il faudra lire "article 10"au lieu de"article 9").

En ce qui concerne les alinéas 2 à 5, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il s'agit de mesures transitoires qui trouveraient mieux leur place au chapitre III, intitulé : "Dispositions transitoires".

La référence à l'article 74, alinéa 2, des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, exige des précisions supplémentaires.

En effet, l'article 74, alinéa 2, s'il fut introduit dans lesdites lois coordonnées, dans sa forme actuelle, par la loi du 8 mars 1951, ne devint alinéa deuxième qu'à la suite de l'insertion par la loi du 13 juillet 1959 d'un alinéa nouveau en tête de l'article 74.

Il est préférable d'éviter cette référence, nécessairement longue et inélégante, en reprenant les termes employés audit article 74, alinéa 2.

Tenant compte de ces diverses observations, le Conseil d'Etat propose le texte ci-après,qui contient également quelques modifications de forme qui ne requièrent aucun commentaire particulier. Ce texte formerait

.../...

un article distinct à insérer sous le chapitre III, "Dispositions transitoires", immédiatement après l'article 13 du projet.

Etant donné que, suivant les suggestions faites, cet article 13 deviendrait l'article 15, l'article nouveau proposé, constituerait l'article 16 du projet et serait rédigé comme suit :

"Article 16.-

En ce qui concerne les véhicules exclusivement ou principalement affectés aux transports internationaux, pour lesquels la taxe réduite au tiers n'a pu être demandée, ou n'a pu être maintenue pour les exercices 1961 et 1962 uniquement en raison de leur usage en Belgique pendant plus de nonante jours au cours du même exercice, et même lorsque la cotisation est devenue définitive, le contribuable peut réclamer le bénéfice de la taxe réduite à 40 p.c. , à condition d'introduire sa demande dans un délai de trois mois prenant cours le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge.

La demande doit être faite dans les formes prescrites par l'article 61, § 3, des lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, modifié par les lois des 27 juillet 1953 et 24 mars 1959; l'article 12 de la présente loi est également applicable.

Les suppléments de taxe restant à percevoir pour les exercices 1961 et 1962 et résultant de l'augmentation prévue par la présente loi, du taux de la taxe réduite, doivent être payés dans les deux mois qui suivent la publication de celle-ci au Moniteur belge.

A défaut de paiement, ces suppléments peuvent, en tout état de cause, être réclamés ou rappelés dans le délai de trois ans prenant cours le 1er janvier de l'exercice pour lequel l'impôt aurait dû être établi".

L'article 12, auquel se réfère l'alinéa 2 du texte proposé, est l'article 11 du projet du Gouvernement.

Met de wijzigingen die het in de gecoördineerde wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen aanbrengt, bedoelt het ontwerp :

1° in het licht van de opgedane ervaring, aan de huidige tijdsomstandigheden aan te passen : de bepalingen die betrekking hebben op de vermindering van verkeersbelasting toegestaan voor voertuigen welke worden gebruikt voor internationaal vervoer van goederen of enigerlei voorwerpen, en voor voertuigen die uiteraard maar weinig op de openbare weg rijden (artikelen 5 en 6 van het ontwerp) ;

2° een belasting, één en forfaitair in te voeren voor kampeeraanhangwagens en zeer oude voertuigen (artikelen 3 en 4, 5°, van het ontwerp) ;

3° de provincies en gemeenten bevoegdheid te laten tot het belasten van vaartuigen, bootjes, rijwielen met hulpmotor en van de meeste motorrijwielen (artikelen 1, 2, 4, 6°, en 12 van het ontwerp) ;

4° een vlotter lezing te geven voor de bepalingen betreffende de verschillende aanslagvoeten (artikel 4, 1° tot 4° en 7°, van het ontwerp) ;

5° een minimum-aanslagvoet vast te stellen (artikelen 4, 1°, en 8 van het ontwerp) ;

6° een oplossing te geven aan de moeilijkheden die zich voordoen bij verkoop of overdracht van een voertuig, met name wanneer een vermindering van belasting toegestaan of een belastingsupplement gevorderd moet worden nadat de belasting ten name van de nieuwe houder van het voertuig is overgeschreven (artikel 9 van het ontwerp) ;

7° de belastingschuldenaars die om vrijstelling of vermindering verzoeken, het bewijs te doen leveren dat zij op zulke vrijstelling of vermindering gerechtigd zijn (artikel 11, § 1, van het ontwerp) ;

8° de tekst van artikel 35 der gecoördineerde wetten in overeenstemming te brengen met de werkelijke bevoegdheid van de controlebeambten en met de aard van de stukken die aan houders van autovoertuigen worden uitgereikt (artikel 11, § 3, van het ontwerp).

VOORAFGAANDE OPMERKING :

Aan het ontwerp gaat geen koninklijk besluit van indiening bij de Wetgevende Kamers vooraf.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Voor het opschrift wordt volgende lezing voorgesteld :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen, gecoördineerd op 10 april 1951".

+

+ +

.../...

Artikel 1.

Artikel 1 ware als volgt te stellen :

"Artikel 1.-

Artikel 3, § 1, 5°, van de wetten betreffende de verkeersbelasting op de autovoertuigen, gecoördineerd op 10 april 1951, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"5° de vaartuigen en bootjes ".

Artikel 2.

Een betere lezing voor dat artikel ware :

"Artikel 2.-

Artikel 3, § 1, 7°, eerste lid, in dezelfde gecoördineerde wetten ingevoegd bij de wet van 15 april 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

Artikel 3.

Aangezien artikel 4, 5°, van het ontwerp een vaste belasting invoert, behoeft artikel 5 van de gecoördineerde wetten, dat de aanslagvoet voor de proportionele belastingen bepaalt, niet te worden aangevuld. De Raad van State stelt derhalve voor, artikel 3 uit het ontwerp te schrappen.

.../...

Artikel 4.

Met inachtneming van hetgeen hierboven bij artikel 3 is opgemerkt, wordt voor artikel 4 de volgende tekst in overweging gegeven, waarin bovendien nog een aantal niet nader te commentariëren vormopmerkingen zijn verwerkt :

"Artikel ___

§ 1. In artikel 7 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1960, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen : "De jaarlijkse belasting wordt naar de volgende grondslagen en aanslagvoeten vastgesteld ...";

2° het opschrift van letter A wordt door het volgende opschrift vervangen : "A. Auto's voor personenvervoer met inbegrip van autobussen en autocars";

3° de letters B en E vervallen ;

4° het opschrift van letter B wordt door het volgende opschrift vervangen : "B. Voertuigen voor vervoer van koopwaren of enigerlei voorwerpen" ;

5° de tekst van het eerste en tweede lid van artikel 8 van dezelfde wetten wordt ingevoegd in artikel 7 onder het opschrift van letter B ;

.../...

6° a) het opschrift van letter D wordt door het volgende opschrift vervangen : "D. Motorrijwielen, motordriewielers en motorvierwielers, ongeacht de aard van het vervoer" ;

b) onder dezelfde letter worden de woorden "met een minimum van 135 frank" geschrapt ;

c) dezelfde letter wordt met de volgende bepaling aangevuld : "De bepalingen van de artikelen 10, 18 en 26 zijn niet toepasselijk op de in deze letter bedoelde voertuigen".

§ 2. Het derde lid van artikel 8, in dezelfde gecoördineerde wetten ingevoegd bij de wet van 20 Juni 1960, wordt opgeheven.

§ 3. Een nieuw, als volgt luidend artikel 8 wordt in dezelfde gecoördineerde wetten ingevoegd :

"Artikel 8.-

§ 1. In afwijking van artikel 7, letters A en B, wordt de belasting forfaitair op 200 frank vastgesteld :

1° voor de motorvoertuigen die op 1 januari van het jaar van het ontstaan van de belastingsschuld meer dan dertig jaren in gebruik zijn ;

2° voor de kampeeraanhangwagens.

.../...

De bepalingen van de artikelen 9, 26 en 28, alsook de bepalingen van de hoofdstukken VI en VIII, zijn op de forfaitaire belasting niet toepasselijk.

§ 2. Na toepassing van het bepaalde in de hoofdstukken VI en VIII mag de belasting voor enig voertuig niet minder dan 200 frank bedragen".

Artikel 5.

Aangezien de Regering op het stuk van de aan de Minister van Financiën gegeven bevoegdheid niets nieuws bedoelt in te voeren, stelt de Raad van State voor vast te houden aan de terminologie van de huidige tekst en het eerste deel van § 2 als volgt te stellen : "De Minister van Financiën schrijft alle nodig geoordeelde controlemaatregelen voor". De woorden "nodig geoordeelde" geven de Minister immers een beoordelingsbevoegdheid, die ruim genoeg is.

Artikel 6.

De woorden "in geen geval" in § 3 kunnen de indruk wekken, dat bedoelde stukken ook dan niet zullen worden vervangen als ze door overmacht geheel of gedeeltelijk zijn verloren gegaan. Volgens de gemachtigde van de Minister is dat niet de bedoeling van de Regering Men late de woorden "in geen geval" dus liever weg.

.../...

Artikel 7.

Artikel 7 leze men als volgt :

"Artikel 7.-

In artikel 16 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1960, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ...".

Artikel 8.

Volgende lezing zou de strekking van dat artikel beter doen uitkomen :

"Artikel

Artikel 28 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Het in artikel 8, § 2, vastgestelde minimum geldt voor het totaal bedrag van de voor de twee voertuigen verschuldigde belastingen".

De verwijzing naar artikel 8, § 2, houdt rekening met de tekst, die de Raad van State voor artikel 4 van het ontwerp in overweging geeft.

Artikel 10.

De inleidende volzin van dat artikel ware beter als volgt gesteld :

"Het opschrift van hoofdstuk XI van dezelfde wette wordt door het volgende opschrift vervangen : ...".

Artikel 11.

Paragraaf 1 van artikel 35, zoals het ontwerp hem wijzigt, doet een speciaal controlemiddel aan de hand ten aanzien van degenen die om vrijstelling of vermindering van de verkeersbelasting verzoeken : de wetgever verplicht hen namelijk het bewijs te leveren, dat zij op zulke vrijstelling of vermindering gerechtigd zijn.

Die bepaling ware te herhalen aan het slot van het hoofdstuk II als een artikel 3bis, dat alleen op de vrijstellingen zou doelen, en in fine van hoofdstuk VI als een artikel 14ter, waarin alleen van verminderingen sprake zou zijn.

Te oordelen naar hetgeen de gemachtigde van de Minister van Financiën heeft verklaard, ligt het bovendien in de bedoeling van de Regering zulk bewijs met alle geoorloofde middelen te laten verschaffen. Dat zou in de tekst tot uiting moeten komen.

De Raad van State stelt derhalve voor, in artikel 11 van het ontwerp de paragraaf 1 van het nieuwe artikel 35 te schrappen en de volgende bepalingen in te voegen onderscheidenlijk tussen de artikelen 2 en 3 en tussen de artikelen 6 en 7. De eerste bepaling zou in de plaats van artikel 3 van het ontwerp kunnen komen indien dit artikel , zoals hierboven is voorgesteld, wordt weggelaten ; aan de tweede zou dan artikel 7 gewijd zijn, zodat artikel 7 van het ontwerp artikel 8 wordt en ook de verdere artikelen te vernummeren zijn.

.../...

"Artikel 3.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 3bis.- De belastingschuldenaar die om enigerlei vrijstelling verzoekt, kan die slechts verkrijgen of behouden als hij bewijst daarop gerechtigd te zijn.

Dat bewijs kan met alle rechtsmiddelen worden verschaft".

"Artikel 7.-

In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 14ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 14ter.- De belastingschuldenaar die om enigerlei vermindering verzoekt, kan die slechts verkrijgen of behouden als hij bewijst daarop gerechtigd te zijn.

Dat bewijs kan met alle rechtsmiddelen worden verschaft".

Gaat de Regering op die wenk in, dan schrijve men in het voor het hoofdstuk XI voorgestelde opschrift "Controlemaatregelen", aangezien het in dat geval geen zin meer heeft ook van "uitvoeringsmaatregelen" te spreken.

.../...

In § 2, tweede lid, van het door het ontwerp voorgestelde artikel 35 schrijve men in de Franse tekst "... alinéa 2" liever dan "2e alinéa".

Artikel 12.

Voor dat artikel wordt de volgende lezing in overweging gegeven :

"Artikel 12 (13).-

Artikel 36, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 maart 1962, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 36, § 1 :_ De provincies ... bedoeld in artikel 3, § 1, 5° en 7° ".

Artikel 13.

Ter vermijding van de woorden "... in artikel 7, littera C (nieuw)" en om aan te sluiten bij de bewoordingen van het artikel betreffende de inwerkingtreding van de wet, lijkt de volgende lezing de voorkeur te verdienen :

.../...

"Artikel 13 (15).

Voor motorvoertuigen, die op 1 januari 1963 sedert meer dan 30 jaren in gebruik zijn en voor kampeeraanhangwagens, vervallen de niet vóór 31 december 1962 ingetrokken aangiften op die datum ambtshalve. Degenen die voor zulke voertuigen in 1963 belasting verschuldigd zijn, moeten ...".

Aangezien de overgangsbepalingen logischerwijze na de opheffingsbepalingen moeten komen, verwissele men de artikelen 13 en 14 van het ontwerp.

Artikel 14.

De Raad van State stelt voor, de opheffingsbepaling als volgt te lezen :

"Artikel 14.-

Opgeheven worden : artikel 10, tweede lid,
artikel 17, tweede lid,
artikel 18, derde lid,
artikel 19, derde lid,
artikel 26, tweede lid,
van dezelfde gecoördineerde wetten".

.../...

Artikel 15.

Volgens de gemachtigde van de Minister van Financiën werd de tekst van dat artikel opgesteld in het begin van dit jaar, toen de ontwerpers nog konden verwachten dat de wet vóór het einde van het eerste semester van dit jaar zou worden aangenomen en dus in de loop van het dienstjaar 1962 in toepassing zou kunnen worden gebracht. Dit verklaart waarom het ontwerp de artikelen 5 en 9 tot 11 van af het dienstjaar 1962 in werking laat treden. Aangezien de afkondiging van de wet nu ten vroegste tegen het einde van 1962 kan worden verwacht, staat het thans reeds vast, dat artikel 5 van het ontwerp en de §§ 2 en 3 van het nieuwe, in artikel 11 van het ontwerp voorgestelde artikel 35 niet zonder enige aanpassing vanaf het dienstjaar 1962 in werking zullen kunnen treden.

Bovendien ware het alleszins in strijd met de algemene beginselen van ons recht, § 1 van hetzelfde nieuw artikel 35 te doen terugwerken ; dit zou immers tot gevolg hebben, dat aan de belastingplichtige die voor het dienstjaar 1962, een vrijstelling of vermindering van verkeersbelasting had verkregen met inachtneming van de toen geldende wetgeving, dat voordeel zou kunnen worden ontzegd, mocht hij over geen bewijsgronden meer beschikken om van zijn recht op zulke vrijstelling of vermindering te doen blijven.

Dat lijkt trouwens verder te gaan dan wat de Regering, te oordelen naar de uitleg van de gemachtigde ambtenaar, bedoelt.

.../...

De volgende tekst zou het oogmerk van de Regering ten aanzien van de inwerkingtreding van de ontworpen wet beter verwoorden :

"Artikel 15 (17).

Deze wet treedt in werking van af het dienstjaar 1963, behalve artikel 9, dat uitwerking heeft van af het dienstjaar 1962 (gaat de Regering in op de bij artikel 11 gegeven wenken, dan leze men "artikel 10" in plaats van "artikel 9")".

De alinea's 2 tot 5 zijn naar het oordeel van de Raad van State overgangsmaatregelen, die meer thuis horen in het hoofdstuk III "Overgangsbepalingen".

De verwijzing naar artikel 74, tweede lid, van de gecoördineerde wetten betreffende de inkomstenbelastingen vergt enige toelichting.

Artikel 74, tweede lid, is in zijn huidige vorm in de gecoördineerde wetten weliswaar ingevoegd bij de wet van 8 maart 1951. Het tweede lid is het echter eerst geworden toen de wet van 13 juli 1959 bovenaan in artikel 74 een nieuw lid ging invoegen.

Beter ware, die noodzakelijk lange en weinig elegante verwijzing te vermijden en de bewoordingen van artikel 74, tweede lid, over te nemen.

.../...

Met inachtneming van al die opmerkingen stelt de Raad van State de volgende tekst voor, waarin bovendien nog een aantal vormwijzigingen zijn verwerkt, die geen nadere commentaar behoeven. Die tekst zou een afzonderlijk artikel in hoofdstuk III "Overgangsbepalingen" vormen, onmiddellijk na artikel 13 van het ontwerp.

Aangezien artikel 13, zoals hiervoren in overweging is gegeven, artikel 15 zou worden, wordt het nieuwe, voorgestelde artikel, artikel 16 van het ontwerp, met volgende lezing :

"Artikel 16.-

Voor de voertuigen die uitsluitend of hoofdzakelijk voor internationaal vervoer worden gebruikt en waarvoor geen tot één derde verminderde belasting kon worden gevraagd of behouden voor de dienstjaren 1961 en 1962 alleen maar omdat die voertuigen tijdens hetzelfde dienstjaar meer dan negentig dagen in België werden gebruikt, kan de belastingplichtige, ook al is de aanslag definitief geworden, het voordeel om van de tot 40 t.h. verminderde belasting verzoeken mits hij zijn aanvraag indient binnen drie maanden te rekenen van de dag waarop deze wet in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

De aanvraag moet gesteld zijn in de vormen voorgeschreven bij artikel 61, § 3, van de op 15 januari 1948 gecoördineerde wetten betreffende inkomstenbelastingen, zoals het is gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1953 en 24 maart 1959 ; artikel 12 van deze wet is eveneens van toepassing.

.../...

De voor de dienstjaren 1961 en 1962 nog te innen belastingsupplementen die vóortvloeien uit de in deze wet bepaalde verhoging van de aanslagvoet van de verminderde belasting moeten betaald zijn binnen twee maanden na de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad.

Bij gebrek aan betaling kunnen die supplementen in ieder geval gevorderd of nagevorderd worden binnen een termijn van drie jaren met ingang van 1 januari van het dienstjaar voor hetwelk de belasting had moeten gevestigd worden".

Het artikel 12, waarnaar het tweede lid van bovenstaande tekst verwijst, is artikel 11 in het Regeringsontwerp.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

F.VAN GOETHEM, assesseurs de la section de législation,
G.VAN HECKE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J.DE KOSTER, greffier adjoint, — greffier.
Mevrouw: adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.G.TACQ, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.TACQ, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.